

# **ELEVAGE, ENVIRONNEMENT ET PAIX AU NORD DU MALI**

**Par Hassan KAMIL**

## **Contribution à l'Atelier-Recherche Elevage et Pauvreté**

### **Introduction**

Le Mali, d'une superficie de 1 250 000 km<sup>2</sup> est situé dans la zone soudano-sahélienne. En dépit des richesses que recèle son sol et des richesses agricoles et halieutiques que procurent les fleuves Niger et le fleuve Sénégal, le Mali est classé parmi les Pays les Moins Avancés.

Le Mali se situe au bas de l'échelle selon les indicateurs de développement humain ; 72% de la population vit au dessous du seuil de pauvreté, cette population vit essentiellement du secteur informel. Le secteur primaire participe à 45 % du PIB. C'est l'agriculture qui constitue le secteur principal. Elle occupe 80 % de la population et contribue pour 42 % à la formation du PIB

La dette extérieure entrave lourdement l'économie malienne. La volatilité des cours des produits de base ne permet pas une planification à long terme. L'aide publique au développement, qu'elle soit multilatérale ou bilatérale, devenue structurelle<sup>1</sup> dans l'économie malienne est revue à la baisse, sans être compensées par des capitaux privés.

Le Mali a été admissible dès 1998 à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Le Rapport mondial sur le développement humain de juin 2000 classe le Mali au 165<sup>ème</sup> rang parmi 174 pays. La pauvreté aurait progressé de 13% entre 1994 et 1996. En 1998, la proportion des Maliens vivant au-dessous du seuil de pauvreté a été de 69 % en 1996. Le Mali a mis en place une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté (SNLP) qui vise à saisir les différentes dimensions de la lutte contre la pauvreté.

Les régions du nord se situent au bas de l'échelle de développement. Or, elles ont été le théâtre de deux sécheresses qui ont décimé le cheptel et affaibli la population. L'instabilité politique qu'elles ont connue suite aux deux mouvements de rébellions qui y ont pris naissance a bouleversé l'économie pastorale et les structures sociales. L'élevage, activité principale de la zone dépend des conditions socio-politiques et de l'environnement naturel.

La littérature décrit les hécatombes et la famine causées par la sécheresse. Nous espérons montrer que la pauvreté des populations pastorales résulte de bouleversements profonds des rapports sociaux.

### **1 Rébellion et revendication du nord**

Face à toutes les revendications des populations des zones septentrionales, le Régime socialiste de Modibo Keita (1960-1968) a mené une politique de répression, souvent disproportionnée par rapport aux manifestations des populations. Une première rébellion a éclaté trois ans après l'indépendance et a été durement réprimée. Le Régime a décidé de mener une stratégie délibérée d'effritement du statut et du pouvoir des chefferies locales et un endoctrinement qui voulait orienter la lutte contre le système tribal, jugé féodal et réactionnaire. La scolarisation renforçait « la volonté de couper les jeunes des références habituelles à leur communauté, s'accompagnait aussi du souci de les éloigner de l'influence parentale. » (BOILLEY, 359). Paradoxalement, selon Boilley (360), c'est cette scolarisation qui a suivi la répression de la révolte de 1963-64 qui a fonctionné comme pourvoyeur des futurs révoltés, exaspérés par le traitement de la condition de leur famille.

---

<sup>1</sup> A titre d'exemple, cette aide annuelle était de l'ordre de 450 millions de dollars entre 1990 et 1994.

Le régime est renversé en 1968 par l'armée. Sous Moussa Traoré une dictature militaire a mené une politique sociale catastrophique dont les conséquences sont alourdies par les sécheresses successives qui ont touché le pays. Les zones du nord connaissent une trêve mais demeurent marginalisées.

En 1991, la revendication massive d'une démocratisation de la vie au Mali, sera réprimée ce qui provoqua la chute du régime par des officiers sensibles aux idées du mouvement. En 1992, les élections libres avec plusieurs événements positifs (Conférence Nationale Souveraine, concertations régionales, ...) sont présentés comme éléments marquants de la démocratisation du dialogue. Toutefois, la rébellion avait déjà éclaté au nord du Mali, Considérée au début comme une opération de rebelles inconscients, elle n'a pas tardé à déclencher une riposte sanglante de l'armée jetant des milliers de personnes dans les camps de réfugiés. La période d'instabilité de juin 1990 à décembre 1995 a failli remettre en cause les fondements de l'Etat malien en menaçant dangereusement l'unité nationale" (Anonyme, 2002)

## **2 La paix : enjeux et contraintes**

Le 11 avril 1992 le gouvernement du Mali et les mouvements et fronts de l'Azawad ont signé le pacte national qui a consacré le statut particulier du nord du pays. Sa mise en œuvre en 1993 par le Commissariat au nord a été appuyée par le PNUD, la CFD et la coopération néerlandaise, etc.. Des Organisations internationales sont intervenues dans le même sens : Le HCR, le PAM, le FED, l'UNICEF, le PNUD-FENU ; la coopération bilatérale, les ONGs internationales et des ONGs locales ont commencé à réfléchir sur l'après crise.

Le mot d'ordre est resté jusqu'en 2000 « la normalisation de rapports intercommunautaires », ou la « consolidation de la paix ». Le retour des populations de façon organisée ou spontanée se fait progressivement exigeait une autre approche de développement de la zone. Qu'offrir à une population pastorale ayant perdu son cheptel et parfois ses terrains de cultures ou de pâturages ? 60 % des combattants veulent du commerce (CIEDEL, 1996), les rapatriés ont une stratégie d'insertion qui se démarque du mode de vie nomade exercé avant la rébellion. Mais, les conséquences de ce bouleversement étaient plus profondes qu'on ne le pensait. Il ne suffisait plus de multiplier les actions de restauration du cheptel, ou des sites d'accueil temporaires pour espérer développer l'élevage qui a été décimé.

### **Conséquences de la rébellion**

Tombouctou, Kidal et Gao, les trois régions du Nord-Mali, qui « présentent les incidences de pauvreté les plus élevées » sont accablées par cette crise politique. Ces zones à économie agro-pastorale vont rapidement sombrer dans la décadence.

La rébellion est clairement jugée comme « cause de pauvreté du fait des grands déplacements de personnes provoqués et de la destruction des infrastructures diverses qui en ont résulté ». A Bamba, par exemple, elle a provoqué « l'enlèvement du bétail, le déplacement de la population, la destruction de moyens de communication, l'isolement du village et la perte de nombreuses vies humaines. » (Mali, 1997)

On ne dispose malheureusement pas d'études comparatives des systèmes d'élevage avant et après la rébellion. Mais tous les témoignages concourent vers une sédentarisation croissante de la population. Plus de 680 sites ont été mis en place par les Organisations Internationales,



et en particulier le HCR. Les sites temporaires vont devenir rapidement des sites permanents, et vont attirer une population hétéroclite. Le site émerge dans le paysage institutionnel. Le chef de site qui représente des familles d'origines diverses est l'interlocuteur des organismes d'aide et des opérateurs de développement. Randall (2002), dans une note sur une vaste enquête menée en anthropologie démographique entre 1981/2 et 2001, dans la région de Tombouctou signale une évolution des activités économiques de l'élevage des grands troupeaux vers un petit élevage avec prolifération de petits métiers (tailleurs, maçons, ...), un passage à l'agriculture, des activités promues par les agences de développements, et une diminution des domestiques noirs. Elle pose une question méthodologique intéressante "les populations qui vivent des périodes difficiles, des périodes pendant lesquelles elles se sentent persécutées et marginalisées, manifestent peut-être un fort conservatisme démographique afin de renforcer leur identité par rapport aux voisins ? »

Néanmoins, en dépit de l'effort consenti pour maintenir la cohésion du groupe, le retour des camps de réfugiés inscrit l'individu dans une autre trajectoire. La visite des sites montre à tel point il est illusoire de se référer à un groupe social unique. La référence au site confère une identité de résidence auprès de l'administration, des ONGs et Organisations Internationales présentes dans la zone. Le bouleversement se manifeste aussi par la limitation des échanges entre les populations et leur réorganisation en fonction du nouveau contexte. Les rapports de voisinage, d'alliance ou de clientélisme qui liaient des groupes nomades avec des sédentaires ont été affaiblis par plus de quatre années d'exil. L'accès aux ressources naturelles au niveau des pâturages inondées, mares ou bas-fonds n'est plus garanti. Souvent, de nouveaux propriétaires s'en sont emparées. Et parfois, ce qui relavait d'un droit d'accès se transformait en droit de propriété. La rébellion a exacerbé des conflits fonciers latents.

La destruction des conventions coloniales pendant la rébellion par des milices armées a été selon les nomades un acte délibéré pour s'approprier des bourgoutières, en effaçant toute trace de titre foncier. La destruction des équipements a réduit à néant les efforts de développements après la sécheresse de 1983. Les infrastructures d'élevage ont été détruites ou démantelées. Les causes de vulnérabilité des populations pastorales sont devenues nombreuses. Et actuellement, la région manque cruellement de marchés à bétail, de parcs de vaccination, d'aires d'abattage ; en 2003, seuls deux vétérinaires mandataires exercent dans la zone. Les soins vétérinaires sont rares. La productivité du cheptel faible. La peur de revivre les mêmes crises pousse les gens à adopter des stratégies de fuite. Les commerçants maures rejoignent chaque soir leur résidence au niveau des sites loin des agglomérations. Les propriétaires des caravanes de sel, se lancent dans le commerce frontalier. Mais, plusieurs centaines de familles ont préféré rester dans les pays d'accueil pendant la rébellion. Et, dans beaucoup de cas, un fils ayant émigré à Nouakchott, en Libye ou en Côte d'Ivoire, continue à pourvoir aux besoins de sa famille au niveau du site.

### **3 Positionnements des opérateurs de développement**

La relance des actions de coopération vise la réinsertion des familles réfugiées et le développement économique et social de la zone. Deux niveaux d'intervention et de lutte contre la pauvreté qui n'impliquent pas forcément la même approche. Réintégrer les rapatriés, tout en développant la région, exigeait une attitude prudente pour ne pas éveiller des conflits latents, avec un souci de socialisation des débats au sein des forums intercommunautaires, sans exclure les actions techniques.

Dans ces conditions, les activités de réhabilitations des systèmes d'élevage, par des actions de reconstitution du cheptel, ont été prudentes et se faisaient de façon expérimentale. (BONIS

CHARANCLE, 1988). La sécheresse de 1983 a réduit le cheptel de 80 %. L'ampleur du phénomène est tel que toute opération de relance de l'élevage ne pouvait que se heurter à une demande généralisée de la part des éleveurs appauvris.. Dans un contexte de post-urgence, par souci d'équité et de consolidation de la paix, la multiplication d'actions en faveur des paysans prenait l'allure de saupoudrage, tant tout était à faire, et obéissait très peu à une réelle stratégie de développement pastoral de ces régions.

Le poids de la rébellion a fonctionné comme générateur d'un discours sur le développement, qui intègre dans son approche la gestion des désastres, et certains opérateurs adoptent carrément des *contingency plans*, ou au moins inscrivent le risque d'éclatement d'une crise dans leurs document-projets et stratégies d'interventions. Les multiples actes de banditismes qui ont visé les véhicules des ONGs internationales, et continuent à se produire de temps à autre, mettent en doute le retour de la sécurité. Les consignes des délégations européennes interdisaient aux volontaires et coopérants de se déplacer au nord de Tombouctou. Ce sont les éleveurs qui se sont retrouvés encore une fois écartés des missions de diagnostic et d'appui.

Cependant, les coopérations bilatérales citent explicitement leur volonté d'appuyer, sur le long terme, les efforts du gouvernement en vue de rétablir la paix dans le Nord-Mali et de prévenir de nouveaux conflits (ACDI, 2000)., « la situation demeure fragile, car cette zone est toujours le théâtre de troubles plus ou moins graves ; de plus, la dynamique de développement dans le Nord n'a pas suivi le rythme des efforts de paix. L'éclatement d'un foyer de rébellion dans cette zone serait catastrophique et affecterait non seulement le pays, mais l'ensemble de la sous-région ouest-africaine ».

La coopération Belge affirme que : « Bien que considéré comme un « secteur » dans la politique de coopération belge au Mali, la prévention des conflits devrait plutôt être vécue comme un thème transversal » à travers la réintégration d'anciens combattant, échange d'armes contre micro-projets.

#### **4 Environnement du Nord-Mali : potentialités et contraintes**

Le Nord du Mali est composé de trois Régions administratives représentant environ 75 % du territoire national. Cet ensemble est limité au Nord par le bassin de Taoudenni et le désert de Tanezrouft, et l'Algérie, à l'Ouest par la Mauritanie, et à l'Est par le Niger et le Burkina-Faso. Il est traversé par le fleuve Niger, créant un chapelet de villages sédentaires, dont certains s'érigent en agglomérations urbaines.

La population est proche de un million d'habitant, avec une densité de l'ordre 1 hb/km<sup>2</sup>. Cette densité peut atteindre 800 hbt/km<sup>2</sup> cultivable à Niafunké, ce qui renseigne sur des disparités spatiales aiguës avec des espaces inhabités la majeure partie de l'année.

D'une superficie de 932 490 km<sup>2</sup>, les trois régions de Tombouctou, Gao et Kidal, souffrent de l'enclavement.

##### **4.1 Cas de La Région de Tombouctou : un environnement difficile, des ressources variées**

La sixième région est caractérisée par des fluctuations climatiques inter-annuelles et intra-annuelles. Les contraintes liées à l'exploitation des ressources pastorales sont dues à la diminution de leur potentiel de production suite aux sécheresses, et à la pression de pâturage. Les deux grandes unités écologiques que l'on peut distinguer sont la frange fluviale et la zone exondée. La première obéit au régime de crue et décrue. Les ressources pastorales y sont plus



prévisibles que dans les zones exondées plus tributaires des précipitations. Les deux zones sont complémentaires aussi bien pour l'affouragement des animaux, que le développement de la riziculture en intégration avec des activités d'élevage.

On peut distinguer plusieurs zones biogéographiques à intérêts socio-économiques différents :

- **La vallée** : Elle englobe la frange fluviale et l'intérieur du Gourma. Zone de cultures et de pâturages inondés, elle constitue la partie vitale de la région. Il s'agit aussi d'un axe de navigabilité qui assure les relations commerciales, les activités halieutiques et les transports entre les villages le long du fleuve, et de toute la région du nord avec le sud du pays.

- **La zone lacustre** Il s'agit d'un prolongement du Delta Intérieur du Niger, en amont de la boucle du Niger. Elle comprend un ensemble de lacs alimentés par le fleuve au niveau du cercle de Goundam et du Gourma-Rharous.

Tributaire du régime crue-décrue pour leur remplissage, plusieurs lacs, comme Dawnabéri, Dawnakéina, Gouber, Do, Haribomo, et Tinjiré se sont asséchés suite à la baisse progressive du niveau d'eau. La zone lacustre a fait l'objet d'actions d'aménagement hydro-agricoles. Les conflits fonciers comme à Tanda-Kabara ou au lac Horo ont été un obstacle à la poursuite de ces programmes. A Faguibine, es Réformes foncières, notamment celles de 1973, en voulant supprimer le métayage, ont « plutôt renforcé son existence en créant des sans-terres, qui obligés de vivre, utilisent le métayage aujourd'hui encore » (TRAORE, 55) Elles ont, en outre, provoqué le morcellement excessif des terres et bouleversaient les équilibres entre villages et nomades.

- **le Gourma**, ou "rive droite", vaste plaine comprise entre le 15° et 17° nord et les méridiens 1°03 et 3° ouest, elle est limitée au nord et à l'est par le fleuve Niger, à l'ouest par le Delta intérieur du Niger et au sud par la zone frontalière du Burkina Faso et du Niger. Zones très riches par les multiples mares qui s'y développent. Cette zone est très courtisée pour l'activité agricole, notamment le mil pluvial, le sorgho en décrue. Elle est riche en pâturages et constitue une zone de repli pour les troupeaux durant la période sèche.

- **le Haoussa** ou rive gauche, elle constitue en fait le prolongement d'un grand ensemble bioclimatique l'Azawad: zone saharienne qui s'étend entre la boucle du Niger, le nord de Tombouctou et de Faguibine, la vallée de Tilemsi à l'ouest, jusqu'à la frontière algérienne au nord. Elle accueille les milliers de têtes de bovins pendant la crue.

#### 4.2 Sécheresse et fragilisation du pastoralisme

Au nord du Mali, l'élevage constitue l'activité principale ; activité qui a connu des bouleversements profonds qui ont secoué les fondements du mode de vie pastoral. Ces bouleversements sont dus aux sécheresses récurrentes depuis trois décennies, notamment celle de 1970 et de 1983, et des événements socio-politiques qui ont induit des résistances (rébellions, séparatisme), émigrations à l'intérieur du Mali ou vers les pays limitrophes, Mauritanie, Niger, Burkina-Faso.

On assiste donc à une décapitalisation au profit des zones du sud notamment Sikassao, ou des pays limitrophes. En 1970, 30 % du cheptel bovin national se trouvait dans ces régions, contre 10,5 % en 1974, 12,7 % en 1984 et 13,8 % en 1994. (Anonyme, 1997)

Suite à la sécheresse les rapports sociaux ont connu des bouleversements radicaux. L'émigration a touché plusieurs familles. Les camps de réfugiés accueillent des familles par centaines. La tendance à l'effritement du statut et du pouvoir des couches nobles s'accélère,

les nobles « échouèrent complètement dépouillés dans les camps de réfugiés, et ne purent, comme c'était normalement leur rôle et leur justification, soutenir ceux qui théoriquement dépendaient d'eux. (BOILLEY, 384)

Le contexte très difficile doit ressembler à celui des tamasheq Kel Ewey « gardent une distance intérieure envers l'aide alimentaire, mais ils règlent tous leur comportement sur elle. Chacun va chercher la ration qui lui revient, personne n'y renonce, pas même le riche. » (SPITTLER, 252)

Les esclaves qui s'occupaient des travaux champêtres, ou domestiques dans les campements des nomades, sont les premiers à quitter les campements à la recherche de plantes sauvages, fonio (*Panicum laetum*), cram cram (*Cenchrus biflorus*), tubercules de nénuphar (*Nymphaea lotus*), les gousses de certains acacia, pour survivre.

On assiste alors à la rupture de des rapports maîtres-esclaves, mais aussi « le changement de pouvoir entre la Tamasheq maître d'esclaves et le bellah débrouillard » (GUITTEYE, 1986).

Les situations de déficit sont de plus en plus fréquentes. En 2002/2003, "les conditions d'élevage sont à l'image de la pluviométrie qui a été déficitaire" dans la région de Tombouctou, les points d'eau et les pâturages ont été mauvais excepté la haute Gourma de Rharous. Les Distributions Alimentaires Gratuites, les Banques de Céréales pour les populations identifiées, enfin les ventes d'intervention de l'OPAM, et la vente d'aliment de bétail à prix modérés ont été recommandées pour venir en aide aux populations sinistrées. Mais, en année normale, les effets sont décrits en terme de sinistre. En réalité la question de la sécurité alimentaire ne « se pose non pas particulièrement en terme de disponibilité des produits alimentaires sur les marchés mais beaucoup plus en terme de capacités réelles à y accéder » (MAEP, 2003)

## 5 CONCLUSION

Le pastoralisme au Nord du Mali a connu des bouleversements profonds ces deux dernières décennies. La succession des sécheresses et l'instabilité politique a fragilisé les populations et le cheptel. Après une phase de réintégration des réfugiés, les efforts ont porté sur la reconstitution du tissu social et la consolidation de la paix. Le processus de décentralisation en cours vise le renforcement de la société civile. Le Projet d'Appui à la Coordination des Actions de Développement (PACAD) qui a démarré en 2001, les CCC (Centres de Conseils Communaux), l'ANICT (Agence Nationale pour l'Investissement des Collectivités Territoriales), l'Autorité pour le Développement Intégré du Nord (ADIN) créée en 2000, ... ont pour mission d'appuyer ce processus.

Face à l'évolution du contexte institutionnel, aucune réflexion globale en matière de développement de l'élevage dans la zone n'a encore vu le jour. Si les éleveurs interprètent l'émergence de structures décentralisées comme un abandon de l'Etat, c'est parce qu'ils ne perçoivent pas encore la place de leur activité dans des débats portant sur les infrastructures communales, la sédentarisation, les services publics, etc.

Bien qu'il soit la source première de sécurisation économique et alimentaire des populations, l'élevage reste la parent pauvre des projets de développement.



## BIBLIOGRAPHIE

ACDI, octobre 2000. Cadre pour la programmation pour le Mali, 2000-2010, 40 p

Anonyme, 1997, *Esquisse d'une stratégie pour un développement humain durable (DHD) des Régions Nord-Mali. (stratégie de développement des régions du Nord-mali, suite à la rencontre tenue à Tombouctou en juillet 1995, FAO, PNUD, Mission Française d'Aide et de Coopération, le Commissariat au Nord, Direction nationale de la Planification).*

ANONYME. 2002. CINQUIEME FORUM SUR LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE, 23-25 Maputo 2002. "L'expérience du Mali dans la lutte contre la pauvreté et la gestion des conflits" 29 p.

BERNUS E., 1990, "Le nomadisme pastoral en question", *Etudes Rurales*, 120 : 41-52.

BOILLEY P., 1999. Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes du Soudan français au Mali contemporain. Ed. KARTHALA.

BONIS CHARANCLE J.-M., 1988. Reconstitution du cheptel bovin dans le cercle de Tombouctou-Mali. Thèse de doctorat vétérinaire. Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon. Université Claude Bernard- Lyon 1

BOURGEOIS A. 1990, "Identité touarègue : de l'aristocratie à la révolution" *Études Rurales*, 120 : 129-162.

CIEDEL, 1996. *Développement locale en sixième région*. 86 p.

Commission Européenne, 1998, *Etude hydraulique au Nord-Mali. Rapport de synthèse*. Annexe 1 : Volet Agro-pastoral. 80 p.

DGCD, 2002. DGCD (Direction Générale de la Coopération au développement), 2002. Note stratégique. Mali. 59 p.

GUITTEYE M., 1986. La sécheresse et ses implications socio-économiques dans le cercle de Tombouctou de 1973 à 1985. Mém de fin d'Etuds. ENA-Bamako. 88p+annexes.

MALI, 1997. La pauvreté au Mali, perceptions, réalités et perspectives (analyse qualitative). COMMISSARIAT AU PLAN-Pnud/Unicef.

MAEP.Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, 2003. Réunion de suivi/évaluation de la situation alimentaire au Sahel au titre de la campagne 2002/2003. Rapport National du Mali. 18 p.

OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1995, Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social. Ed. Karthala. 221 p.

OXBY C., ACCORD. 1990, *Peuples pasteurs en crise : Les réponses des ONG en Afrique*. Paris : Syros-Alternatives, Coll. Ateliers du développement, 144p.

PACRT (nd.) Projet d'appui aux communes rurales de Tombouctou, Mali. 10 p.

RANDLL S., 2002. Actualités de la recherche. IRD-MALI. N°7.

SPITTLER G., 1993. Les Touaregs face aux sécheresses et aux famines. Les Kel Ewey de l'Aïr (Niger) (1900-1985). Paris-Karthala.

TRAORE O, 1991. Etude sur les sytsèmes d'implantation et d'utilisation des sols dans le cercle de Goundam. Région de Tombouctou (Système de Faguibine). IER-Bamako. 94 p.